Le parti bulgare Renaissance : nous voulons que la Bulgarie soit un gardien de la civilisation européenne

écrit par Nicolas Faure | 12 octobre 2023

Kostadinov de » Възраждане » : « R*estés sous le joug de l'Union soviétique pendant 45 ans, nous ne voulons pas que cela se reproduise avec l'Union européenne.*

Les événements en Bulgarie connaissent une dynamique remarquable depuis quelques mois.

Le parti politique national- conservateur « Renaissance » (Vazrazhdane- Възраждането) a remporté la troisième place avec près de 15% (14,5%) lors des élections législatives qui se sont tenues de manière anticipée le 2 avril 2023.
« Renaissance »constitue une alternative à la politique européenne des partis dominants en Bulgarie, tout comme l'AfD en Allemagne.

Ce qui est intéressant, c'est qu'en République de Bulgarie, comme en Allemagne, deux fronts se forment dans l'espace politique : le front des partis qui soutiennent la guerre en Ukraine, et les partis, menés par « Renaissance » suivis par les socialistes, (étrangement d'ailleurs !) qui plaident pour des négociations de paix.

Le parti Vazrazhdane s'oppose à ce que la Bulgarie entre dans la zone euro, ce que la Commission européenne prévoit

pour 2024, et souhaite organiser un référendum sur cette question dans le pays.
Les événements en Bulgarie connaissent une dynamique remarquable depuis quelques mois.

Ci-dessous un entretien avec Kostadin Kostadinov, président du Parti bulgare « Renaissance » .

Nicolas Faure : Le parti politique conservateur « Renaissance » a remporté la troisième place avec près de 15% (14,5%) lors des dernières élections législatives et constitue une alternative à de la politique européenne adoptée par la plupart des partis bulgares. « Renaissance » se prononce contre une entrée de la Bulgarie dans l'euro, prévue par la Commission européenne pour 2024, et vise à organiser un referendum national dans le pays sur la question de l'adhésion à l'euro. Quelle serait votre vision d'une « meilleure Bulgarie » dans une « meilleure Europe » ?

Kostadin Kostadinov : La Bulgarie est la plus ancienne nation d'Europe et, en tant que telle, elle apparaît sur la carte d'Europe depuis plus de 13, quasiment 14 siècles. D'ailleurs, en 2032, nous fêterons les 1400 ans de la Bulgarie, et donc la création de l'État bulgare et de son initiateur, Khan Kubrat. C'est pourquoi il est assez insultant pour nous, Bulgares, que l'on parle de la Bulgarie en Europe uniquement quand elle est concernée politiquement car nous avons l'une des plus anciennes consciences de nous-mêmes et de notre peuple en tant qu'Européens. **Ce n'est certainement pas l'UE qui transformera les Bulgares en Européens.**
De ce point de vue, notre conception d'une Bulgarie meilleure a une grande importance, car une Bulgarie meilleure signifie aussi une Europe meilleure, parce que notre continent, et notre civilisation, dépendent de chaque pays d'Europe, et de leur diversité culturelle, de leurs différences et de leur interaction. Les Romains disaient :

« *Variatio delectat* » – *la diversité réjouit.*
Une meilleure Bulgarie signifie un pays avec une corruption zéro, un pays dont l'économie parvient à se développer, un pays qui non seulement n'exporte pas l'instabilité, mais constitue aussi un vecteur de croissance et de liberté en Europe et dans les Balkans, bref, un gardien de la civilisation européenne, car n'oublions pas qu'à l'est de la Bulgarie, nous sommes aux portes du continent asiatique : la Turquie est donc à proximité, avec sa civilisation islamique, et un peu plus loin c'est le Moyen-Orient, etc. Telle est notre point de vue, car si l'Europe veut être stable et se développer, et ne pas dormir sur les lauriers d'un vieux continent, elle a besoin de pays qui se développent avec détermination et assurance et qui se veulent modernes. La Bulgarie se doit de devenir un pays comme cela.

Nicolas Faure : la question des relations avec la Macédoine est centrale pour vous. La Macédoine est le deuxième État bulgare de la péninsule balkanique et Vazrazhdane (« renaissance ») prône l'unification de ces deux entités bulgares en un État commun. Ce ne sont pas des fantasmes de grande puissance, mais un désir de stabilité. Quelle politique envisagez-vous pour unifier la Bulgarie et la Macédoine ?

Kostadin Kostadinov : La même qui a réuni la République

démocratique allemande et la RFA en un seul pays. Tout d'abord, il faut mettre fin à la déformation de l'histoire qui est presque devenue un sport national en Macédoine et qui tente d'expliquer que la population bulgare locale constitue un peuple bulgare séparé – le peuple macédonien. C'est comme si on expliquait qu'un Bavarois n'est pas allemand, qu'un Lombard n'est pas italien, etc. En Europe, les régions ont une histoire très ancienne, mais cela ne signifie pas que chaque région constitue déjà une nationalité distincte. C'est pourquoi la première chose à faire est de remédier à tout ce qui est faussé sur le plan historique.

Deuxièmement, la coopération économique entre la Bulgarie et la Macédoine doit commencer – sans être entravée par d'autres manigances politiques.
Pour l'instant, toutes les conditions sont réunies, car il y a 150 000 citoyens macédoniens, soit plus de 10 % de la population macédonienne, qui ont la nationalité bulgare. Dans la pratique, environ 70 à 80 % des étudiants macédoniens étudient en Bulgarie. La frontière entre nos deux pays est facile à franchir, nous parlons la même langue et nous n'avons absolument aucun problème à nous comprendre. Nous avons la même culture, la seule chose qui nous sépare, ce sont les vestiges du passé communiste de la Macédoine qui ne sont pas une source de satisfaction.

Nicolas Faure : Pendant de nombreuses années, la politique étrangère bulgare a été influencée par l'appartenance de la Bulgarie à des organisations d'importance internationale comme l'EU et l'OTAN, et présentée comme un participant décisif aux processus mondiaux et un acteur irremplaçable dans les affaires internationales. Dans le même temps, la politique dans la région des Balkans était timorée, inactive, de qualité médiocre, voire lâche. En d'autres termes, la Bulgarie était plutôt un pion sur l'échiquier géopolitique d'autres puissances et non un acteur dans sa

région, avec les peuples voisins.
Quel changement de cap en matière de politique étrangère prônez-vous ?

Kostadin Kostadinov : Vous l'avez vous-même indiqué dans la question : nous voulons que la Bulgarie soit un pays libre et indépendant, ce qu'elle n'est malheureusement pas pour l'instant et pour être tout à fait honnête et francs, cette politique que vous qualifiez de lâche est en réalité encouragée par le gouvernement – et ce, au motif que l'UE et l'Otan sont là pour résoudre les Problèmes de la Bulgarie.
Mais la Bulgarie ne fait pas partie de pays dépendants de ces organisations. Nous devons plutôt suivre les grandes nations, même si je ne pense pas que la Bulgarie doive être subordonnée à un autre pays.
Nous sommes restés sous le joug de l'Union soviétique pendant 45 ans et nous ne voulons pas que cela se reproduise avec l'Union européenne. Nous ne voulons pas que l'ambassade soviétique soit remplacée par l'ambassade américaine, qui gouverne le pays en coulisses. Si nous voulons que la Bulgarie mène une politique étrangère libre et indépendante de Washington, Bruxelles ou Moscou, dans l'intérêt de la Bulgarie et en équilibre avec les autres partenaires de négociation nationaux, le pays doit avant tout retrouver sa liberté et son indépendance en matière de politique intérieure, ce qui est l'objectif principal du Parti de la renaissance.
Nicolas Faure : L'assemblée électorale de l'AfD pour les prochaines élections européennes de 2024 s'est tenue le 27 juillet à Magdebourg. Les délégués ont voté pour élire l'eurodéputé , originaire du Land de Saxe, Maximilian Krah, comme tête de liste. Dans son discours, Krah a souligné que l'AfD et « Vazrazhdane », Renaissance » auraient beaucoup à gagner en travaillant ensemble.
Où se situent les points de convergence entre vos programmes politiques respectifs ?

Kostadin Kostadinov : Premièrement, les deux partis veulent que nos pays soient indépendants et ne se laissent pas dicter leur politique intérieure et extérieure par les fonctionnaires invisibles de l'UE. Des fonctionnaires ou des ONG d'origine douteuse – des gens que personne n'a élus ou qui ne se sont jamais présentés aux élections, ni eux ni leurs positions et objectifs. Deuxièmement, la Bulgarie et l'Allemagne se trouvent toutes deux en situation avilie, partiellement dégradée, qui ne correspond ni au rôle historique de l'Allemagne , ni à celui de la Bulgarie, même si les repères actuels des deux pays sont bien sûr assez différents. Mais au fond, la situation en matière d'autodétermination ou de forces armées est la même, et tant en Bulgarie qu'en Allemagne, les deux pays connaissent une situation différente.

En Bulgarie comme en Allemagne, il y a des influences étrangères et des présences militaires qui semblent poser un très sérieux problème, car il s'avère qu'à un moment donné, selon certains hommes politiques, tant en Bulgarie qu'en Allemagne, ce ne sont pas les armées nationales, mais les armées des États-Unis ou de l'OTAN qui auront le dessus et qui pourront assurer la sécurité à leur manière. Ce ne sont que quelques exemples qui vous montrent à quel point nous pensons dans la même direction. Il y a encore une autre chose qui nous unit :
nous tenons à ce que la Bulgarie conserve son autonomie financière et sa monnaie, la leva, et ne s'embarque pas sur le Titanic en perdition qu'est l'euro – une nouvelle tentative avortée de créer une monnaie unique européenne, il y a d'ailleurs déjà eu d'autres précurseurs (l'Union monétaire latine au 19e siècle), tandis que l'AfD veut rétablir le mark et l'indépendance monétaire et financière perdus de l'Allemagne. Nous refusons d'avoir à supporter le coût du passage à l'euro pour ensuite revenir en arrière afin de récupérer le Lew. J'espère sincèrement que nous parviendrons à gagner cette bataille.

Propos recueillis par Rada Laykova, Référente bulgare au Bundestag,
Traduction Nicolas Faure, collaborateur parlementaire de **Petr Bystron,** porte-parole aux affaires étrangères du groupe parlementaire AfD au Bundestag.